

ABONNEMENT.

Paris : 18 fr. — 9 fr. — 4 fr. 50.

Dép. : 30 — 15 — 7 50.

Rue du Bouloi, 26.

LE TOCSIN



COMITÉ DE RÉDACTION.

Emile Barrault.

F. Delente, ouvrier.

Affranchir.

DES TRAVAILLEURS.

SOMMAIRE. — Qui n'est pas socialiste n'est pas républicain. — Statistique. — Les bâtons flottants ou Louis Bonaparte. — Loi sur les attroupements. — Chemin de fer. — Revue de l'étranger. — Faits divers.

PARIS, 11 JUIN.

QUI N'EST PAS SOCIALISTE N'EST PAS RÉPUBLICAIN.

D. Êtes-vous socialiste ?

R. Moi ? j'ai horreur du socialisme... que je ne connais pas, je l'avoue. Mais on répète autour de moi que c'est un rêve qui ne pourrait se réaliser sans un bouleversement de fond en comble. Or, je répugne au chaos, parce que je ne suis pas sûr qu'un dieu y fasse la lumière et en tire un monde nouveau. En conséquence, mon avis est que notre République ne doit pas se risquer à des expériences qui tourneraient à mal peut-être. Nous avons eu assez de peine à la fonder ; défendons-la contre ses ennemis, gardons-la telle qu'elle est ; voilà ce qui me paraît sage.

D. Vous êtes franchement républicain ?

R. Je crois à la liberté, à l'égalité, à la fraternité. Ce sont mes principes, je mourrai pour eux.

D. Vous suffit-il du mot et vous passerez-vous de la chose ?

R. Non, sans doute. L'enseigne est belle, la marchandise doit être à l'avenant, ou c'est une infâme piperie. Si mes principes restaient à l'état de théorie, s'ils n'étaient pas appliqués, à quoi notre République ressemblerait-elle ? à une prison décorée de la statue de la liberté. A un banquet où les uns repus et les autres à jeun porteraient un toast à l'égalité en entrechoquant des verres pleins et des verres vides. A un champ de bataille sous la sainte bannière de la fraternité. Croyez-moi, je veux et le mot et la chose.

D. Vous semble-t-il donc que déjà la chose existe ?

R. N'ayant plus ni rois, ni princes, ni nobles, nous n'avons plus de maîtres ; l'égalité triomphe.

D. Non, l'esclavage antique n'est pas aboli. Regardez la masse du peuple apporte en naissant, pour toute propriété, ses bras. Dès que sa force ne sent plus le lait, elle la vend à ceux qui possèdent les instruments de travail et qui taxent le prix de sa sueur au minimum, le loyer de leurs machines au maximum. Ils vivent de la graisse de la terre, eux, et la masse immense des travailleurs ne vit que des restes de leur festin. Répondez : à quoi notre République ressemble-t-elle ? Répondez.

R. Hélas ! je le disais tout-à-l'heure, à un banquet où les uns repus et les autres à jeun porteraient un toast à l'égalité en entrechoquant des verres pleins et des verres vides.

D. Si l'égalité n'est encore qu'un mensonge, comment la liberté serait-elle une vérité ? Dites-moi s'il est libre ce peuple qu'un régime oppressif condamne à assouvir ses instincts sans pouvoir développer ses facultés ? Notre société le réduit à l'état de brute, elle n'en fait pas même un homme. Toute son existence est renfermée dans un cercle étroit dont le centre est la nécessité de vivre et le rayon un salaire exigü. C'est là qu'il croupit dans l'ignorance et végète dans la misère ; Heureux quand, poussé par des appétits invincibles de curiosité et de bien-être, il ne se met pas en révolte contre l'ordre social ! Répondez : A quoi notre République ressemble-t-elle ? Répondez.

R. Hélas ! hélas ! je vous l'ai dit moi-même, à une prison décorée de la statue de la liberté.

D. Si la liberté et l'égalité ne sont encore qu'une imposture, la fraternité serait-elle donc une réalité ? Entre les viveurs et les affamés, entre les docteurs et les ignorants, entre les maîtres et les mercenaires,

entre les détenteurs des instruments de travail et les humbles salariés, qu'est-ce que la fraternité ? Rien de plus qu'une espérance ! Au lieu de mains disposées à l'étreinte amicale, ne voyez-vous pas des bras qui se menacent ? Aujourd'hui même n'y a-t-il pas d'un côté des attroupements populaires discutant sur leurs droits, sourdement irrités de leur prolétariat interminable, et de l'autre une forêt de bayonnettes ? Répondez, à quoi notre République ressemble-t-elle ? Répondez.

R. Ah ! je ne l'avais que trop bien dit, à un champ de bataille sous la sainte bannière de la fraternité.

D. Ne m'avez-vous pas déclaré que vous vouliez et le mot et la chose ?

R. Mes principes me sont trop chers pour que je recule devant l'application.

D. Voulez-vous donc conserver notre République telle qu'elle est ? Est-ce toujours là ce qui vous paraît sage ?

R. D'ici je vous vois venir. Vous prétendez m'amener à l'association des travailleurs, à l'organisation du travail, à l'abolition de la concurrence ; bref, vous voulez me convertir au socialisme.

D. Savez-vous un autre moyen de faire que le républicanisme ne soit pas la risée des princes ? Etait-ce donc la peine de nous chasser, disent-ils en riant, pour subir éternellement la même destinée ? Qu'a gagné le peuple à se délivrer de nous ? La royauté de notre temps, c'est la richesse. La monarchie d'une société laborieuse, c'est le monopole des instruments et des fruits du travail. Le peuple a renversé notre trône, n'a-t-il pas des milliers de rois qui sont la monnaie dont Louis-Philippe était la grosse pièce ? Est-ce que la bourgeoisie qui l'exploite ne touche pas, pour prix du loyer de ses terres, de ses capitaux et de ses usines, une liste civile plus lourde que la liste civile d'un tyran constitutionnel ou non ? Qu'auriez-vous à répondre à cette plaisanterie dynastique ?

R. Rien, je l'avoue. Mais je n'entends pas que l'on rie aux dépens du républicanisme, et comme le citoyen Caussidière l'a dit à la tribune, Sacrebleu...

D. Suffit, je vous entends. Hé bien, supposez que la République, comme une bonne mère, appelle tous ses enfants au bienfait d'une éducation commune ? Est-ce votre avis ?

R. Tout-à-fait. C'est bien le moins que les hommes soient traités en égaux à leur naissance. Autrement les uns seraient des privilégiés ; les autres des déshérités. Et pourquoi ? Est-ce qu'il y a un péché originel pour la masse du peuple ?

D. A merveille. A mesure que cette génération grandit, la République ouvre à deux battants toutes les carrières où la diversité de ses goûts, de ses aptitudes, de ses facultés l'invite à entrer. Qu'en dites-vous ?

R. C'est forcé. Instruire la jeunesse et ne pas pourvoir l'âge viril, ce serait une inconséquence.

D. Comme un père équitable, la République attribue à qui sait les manier et les diriger les instruments de travail, et tous les travailleurs forment une famille immense où se partagent équitablement les fruits d'un labeur organisé qui les multiplie. N'est-il pas clair que la corne d'abondance n'existera qu'à la condition de ce concert de toutes les forces vives d'une société ? Plus ce système se perfectionnera grâce aux découvertes de la science et de l'industrie, plus la prospérité des états et la moralité des individus feront de progrès. N'est-ce pas évident ?

R. Allez !

D. Vienne la vieillesse, la République redevient une mère ; elle assure la retraite des travailleurs qui ne sont plus dans le cadre d'activité, et le citoyen utile s'endort paisiblement au milieu de douces consolations, de même qu'il s'est éveillé au milieu de riantes espérances. Qu'en dites-vous ?

R. Allez, allez donc !

D. N'est-ce pas alors seulement que seront appliqués nos principes immortels de liberté, d'égalité et de fraternité ?

R. Vous avez raison, je n'ai rien à répliquer, je le confesse. Et, à vous parler franchement, je me réjouis de voir que le républicanisme me conduit par une logique irrésistible à la foi dans un avenir qui sera l'âge d'or, la terre-promise, le paradis terrestre. Point de milieu ; nous irons jusque-là, à moins de renier nos principes ou de ne pas les appliquer, ce qui reviendrait au même. Cependant je suis épouvanté. Permettez : ce n'est pas cet avenir qui m'effraie, c'est le bouleversement nécessaire pour le préparer. Nous n'arriverons à ce monde nouveau qu'en passant par le chaos. C'est épouvantable.

D. La majorité immense de la nation n'est-elle pas dans une situation éminemment irrégulière ? Qu'y a-t-il de classé ? le plus petit nombre, vous le reconnaissez. Dès-lors, tout ce qui tendrait à placer la masse populaire dans une position meilleure mérite-t-il d'être nommé bouleversement ? Ce sont les intéressés à la conservation du désordre présent qui lui ont donné le nom d'ORDRE, tandis qu'ils traitent de perturbateurs tous ceux qui méditent de remédier à un mal presque universel dont ils ont la jouissance. Que voulez-vous ? La minorité habite un palais aux murs duquel est adossée une multitude de chétives masures. Cela leur paraît bien. Mais voici que les hôtes de ces bicoques misérables prétendent ne plus être si tristement logés, et pensent à se bâtir une vaste et commode habitation. Toute cette armée s'agite autour du palais, et le palais a peur, le palais crie au feu, à la démolition, à la ruine. Hé ! mon Dieu ! c'est une armée de maçons et d'architectes, ce n'est pas une bande noire.

R. Allez, je suis un bon républicain ; en conséquence...

D. De quoi s'agit-il ? D'amener le palais à comprendre les vœux légitimes de la mesure. Que chacun y mette du sien, la concorde renaitra, et tout le monde apportera à cette œuvre nouvelle l'enthousiasme de la fraternité ; tout irait vite alors et sans encombre.

R. Touchez-là. Je suis républicain, vous dis-je, et partant socialiste.

Statistique démocratique du journal l'Assemblée nationale.

Voici comment ce journal décompose le chiffre de 75,000 électeurs démocratiques et socialistes qui ont voté pour Proudhon, Lagrange, Pierre Leroux, etc.

45,000 vieillards ou invalides ;

20,000 poltrons qui croient au besoin, mais qui n'agissent pas ;

20,000 bons ouvriers décidés à ne pas engager de combat ;

40,000 bohémiens ;

40,000 patriotes que leurs malheurs judiciaires assez légers n'ont pas empêchés de voter.

Il est encore dix mille autres rouges sous clé qui n'ont pas pu dire leur dernier mot.

Voilà toutes les forces démocratiques à Paris.

Le 17 mars, le lendemain de la manifestation des bonnets à poil, l'Assemblée nationale, les yeux un peu troubles, n'avait pu distinguer les figures du peuple. Espérons qu'un jour elle apprendra à mieux apprécier les 75 mille citoyens qui viennent de montrer leur peu de sympathie pour ses doctrines.

Les bâtons flottants ou Louis Bonaparte.

De braves électeurs démocrates ont voté pour le prince; c'est une faute très grave.

Le républicain doit son hommage aux principes seulement et non pas à des noms propres, surtout lorsque ces noms rappellent le despotisme du sabre. Le sabre n'est pas un instrument de travail, le despotisme n'a pas droit à la reconnaissance de la République. Aujourd'hui, nous le savons, plusieurs de ces électeurs regrettent un vote surpris à leur admiration d'un grand homme qui, du reste, a expié son crime contre la liberté de nos pères. Cependant, par suite de leur entraînement irréflecti, il y a chez nous un élément de discorde de plus.

Quel ne serait pas leur repentir s'ils savaient à quel point le nouveau représentant du peuple est le bienvenu des réactionnaires! Selon eux, on ne saurait avoir trop de princes sous la main pour en fabriquer un roi à l'occasion. Bourbon ou Bonaparte, peu leur importe. Démocrates indépendants, vous fournissez à vos ennemis des armes contre le peuple!

Soit! puisqu'il est nommé, qu'il entre librement à l'Assemblée nationale. On dit que la commission exécutive se propose de contester la validité de son élection; ce serait une lourde maladresse.

Qu'est-ce qui a fait l'importance de l'aventurier de Strasbourg et de Boulogne? c'est son éloignement de la scène politique, et le mystère dont il est encore enveloppé. Déchirons le nuage, examinons au grand jour ce jeune homme de la race d'un demi-dieu, nous saurons ce que c'est qu'un Bonaparte à cette heure. Si nous lui essayons la fameuse redingote grise, ses épaules et ses bras danseront dans les plis de l'habit du colosse. Et mettez-lui le petit chapeau sur le front, la coiffure du large crâne impérial lui tombera jusqu'au nez, si ce n'est jusqu'au menton. Qu'il vienne, le bon sens public lui assignera son numéro d'ordre.

On aura beau faire, personne aujourd'hui n'exercera une influence sur la marche des affaires publiques en vertu de sa race vieille ou neuve. Le génie et la vertu, voilà les seuls titres d'un citoyen dans une république. Tous ceux qui ont voté pour Louis Bonaparte, dont la capacité est si tristement connue, sont encore les esclaves du blason, ils n'ont pas choisi l'homme, ils ont humilié leur dignité devant le prestige d'une généalogie.

Voyons donc l'homme, il en est temps. Si nous ne nous trompons, les traîneurs de sabre eux-mêmes seront forcés de dire de lui ce que Lafontaine a dit des bâtons flottants :

De loin c'est quelque chose et de près ce n'est rien.

Un dernier mot. Lors de la manifestation des chartistes à Londres, M. Louis Bonaparte y séjournait; or, les journaux ont publié qu'il s'était fait inscrire sur la liste des honnêtes bourgeois qui se chargèrent, en cette occasion, de la police de la ville. Avouez qu'un citoyen français, s'amusant à remplir les fonctions de constable à Londres au profit de l'aristocratie mercantile et territoriale de la Grande-Bretagne, est un singulier représentant de la démocratie française!

Lol sur les attroupements.

L'Assemblée nationale, à qui l'on reproche de ne savoir ou de ne vouloir rien organiser, s'y prend cependant à merveille pour organiser le mensonge et la terreur.

Ces commis du peuple, à qui vous avez entendu dire lorsqu'ils sollicitaient vos suffrages, que la souveraineté était inaliénable, viennent cependant de la confisquer au profit ou de leur incapacité ou de leurs projets réactionnaires.

Avait-ils le droit d'appliquer une semblable loi? Non. Cette loi est organique, fondamentale, et comme telle doit être soumise à la ratification du souverain.

Cette loi est constitutive, puisqu'elle frappe des citoyens d'une peine dépassant le temps nécessaire pour achever la constitution.

Dira-t-on que le pouvoir de l'Assemblée est dictatorial? Nous le savons, elle a le droit de prendre d'urgence toutes les mesures que réclame la nécessité; mais toute loi fondamentale doit, avant d'être appliquée, être soumise à la sanction du souverain. Quelle garantie aurions-nous contre elle, s'il lui était permis et de faire des lois, et de les faire exécuter sans notre consentement?

Quand le souverain était représenté par un roi, à celui-ci appartenait le droit de sanction, on ne lui con-

testait même pas le droit d'initiative. Comment se fait-il que nous peuple, après avoir reconquis notre liberté, nous ne nous soyons pas réservé, joints au droit de ratification, les droits d'initiative et de révocation, sans lesquels notre prétendue souveraineté n'est qu'une mauvaise plaisanterie?

Nous avons si peu la connaissance de nos droits, que nous avons laissé 900 députés arriver au pouvoir, sans assigner des limites à leur mandat; ils sont là, ils peuvent y rester tant qu'ils voudront.

Faudra-t-il donc avoir recours à des moyens révolutionnaires si jamais nous étions las de leur tyrannie?

L'avenir nous l'apprendra. Mais ce que nous savons déjà, c'est que cette assemblée avait entre les mains tous les moyens de faire cesser l'agitation dont elle se plaint, et qu'elle l'a surexcitée par des mesures de rigueur; il fallait donner satisfaction à des intérêts en souffrance, ce qu'elle semble se faire une gloire de méconnaître.

Depuis quatre mois nous sommes en révolution, et on n'a pas encore organisé la cité; on semble avoir pris à tâche de désorganiser le travail.

Rachètera-t-on les chemins de fer? On hésite, les banquiers s'y trouvent intéressés. On peut bien méconnaître les droits des travailleurs, que sont-ils? Un ramas de misérables que l'on exploite le code à la main, tant qu'ils sont sages, c'est-à-dire soumis; que l'on calomnie et que l'on tue, quand ils ont l'audace de se plaindre de leur excès de misère. Mais on balance à déposséder l'aristocratie financière d'un privilège à l'aide duquel elle peut perpétuer l'exploitation de l'homme par l'homme.

Nous savons que l'on ne peut arriver du premier coup à une solution définitive sur la question du travail; mais l'Assemblée a-t-elle seulement montré la bonne volonté d'en découvrir la formule? Non, certes. Tout au contraire, elle a témoigné ne vouloir pas s'occuper des grandes questions à l'ordre du jour. Arrêter la révolution, voilà son but. Comment répond-elle à cette promesse de trois mois de misère que nous avons accomplie et au prix de notre santé? Elle y répond par la confiscation de toutes nos libertés, le droit de réunion ne sera bientôt qu'un vain mot, on a déjà fermé des clubs; sous prétexte d'abus on en a interdit l'usage. Enfin, pour mettre le comble à son impopularité, elle vient de voter cette loi provocatrice, cruelle et absurde, à l'aide de laquelle vous espérez réprimer des agitations qui sont votre ouvrage.

Chemins de fer.

Le chantage touche à sa fin. Les compagnies ont toujours pensé que l'Assemblée nationale, après avoir fait la petite bouche, adopterait le principe de la reprise des chemins de fer par le gouvernement de la République. Mais il leur fallait de bonnes conditions de rachat. Or ce terrible citoyen Duclerc, tout en ayant l'air de payer largement, avait trouvé moyen de prendre les agitateurs eux-mêmes dans un filet à mailles bien serrées. De là ces cris unanimes et assourdissants de toutes les compagnies, qu'elles ne voulaient être rachetées à aucun prix.

Maintenant le rapport est déposé. La discussion va s'ouvrir. Cet excellent citoyen Bineau (qui voudrait tant être ministre) a coupé dans le pont, et ma foi, il a conclu purement et simplement au rejet du projet de décret. Il a pris tout ce qu'on lui disait au pied de la lettre, et il a conclu comme on le lui demandait.

Toutefois nos seigneurs de la finance voient l'effet produit et s'arrêtent. Armés de ce fameux rapport du comité des finances, ils deviennent plus traitables. Ils laissent dire que l'on pourrait s'entendre avec eux sur les conditions, pourvu qu'elles fussent bonnes. Aussi déjà nous promet-on une discussion et un résultat meilleurs que nous ne l'aurions espéré il y a quatre jours.

Allez, allez, faites vous bien payer, que nous importe! Le peuple qui avait au service de la République trois mois de misère et qui veut bien ne pas apercevoir encore que le terme est expiré, le peuple auquel vous reprochez votre prétendue aumône de vingt-trois sous par jour, le peuple est assez généreux pour vous faire encore, lui, l'aumône de quelques millions de rente de plus. Que nous importe, encore une fois! Le jour de la rémunération équitable n'est pas venu. Nous ne demandons que les instruments de travail, les moyens d'organiser les travailleurs.

Payez donc les chemins de fer à la bourgeoisie, représentants du peuple, payez les grassement, mais donnez-nous les!

Revue de l'étranger.

ANGLETERRE. — Londres a ses rassemblements comme Paris. Le gouvernement anglais, comme le nôtre, déploie à leur égard la plus fraternelle sollicitude. (style du *National*). Le nombre des têtes fendues et côtes rompues est, dit-on, considérable.

ITALIE. — L'armée autrichienne, après sa défaite de Peschiera, s'était abritée sous le canon de Mantoue. Une nouvelle bataille semblait inévitable. Mais Radetzki, dit-on, dans la nuit du 3 au 4 juin, vient de fuir en abandonnant les positions qu'il avait fortifiées.

Le gouvernement sicilien a fait débarquer en Calabre une force de 6 à 700 hommes avec le projet apparent de marcher sur Naples avec les Calabrais. Suivant certaines versions, cette expédition n'aurait pour but que de couper les communications entre la Calabre et la citadelle de Messine qui en tire son ravitaillement.

ALLEMAGNE. — La guerre à l'occasion des duchés du Schleswig paraît de jour en jour plus imminente entre l'Allemagne et le Danemark. Les avant-postes des deux partis se rapprochent de plus en plus, et l'on s'attend à tout instant à une bataille.

FAITS DIVERS.

— Les délégués des clubs socialistes, des ateliers nationaux, des corporations et de la garde mobile, se sont réunis samedi, rue d'Albouv, 15, pour recevoir diverses communications du comité fondateur du banquet du peuple.

Le comité a annoncé qu'il avait déjà déposé à la Banque une somme de 11,000 francs, résultat des souscriptions; il a ajouté que le banquet serait ajourné jusqu'à une époque qu'il se réservait de déterminer, ainsi que le lieu. D'ailleurs, il n'a pas eu de peine à faire justice des bruits ridicules que des journaux réactionnaires ont fait courir relativement à des sommes considérables qui auraient été versées dans un but caché de désordres.

Ces fables tombent d'elles-mêmes devant l'inutilité de semblables moyens; il est facile de prouver que la cotisation de 25 centimes est largement suffisante pour couvrir les frais de toute nature.

Le comité est avant tout préoccupé de l'idée de faire du banquet une manifestation, grandiose et pacifique, de l'entente des travailleurs, et il prendra toutes les mesures nécessaires pour qu'on ne devie pas de ce but.

L'assemblée des délégués ne pouvait et ne devait nullement s'immiscer dans la direction et l'administration du banquet, dont l'idée et la réalisation appartiennent évidemment au comité fondateur. Elle a résolu qu'une commission serait nommée dans son sein, pour prêter au comité tout le concours désirable. Le seul rôle que puisse remplir cette commission, c'est de donner au comité l'aide qu'il réclamera d'elle, et de lui fournir des commissaires chargés de maintenir l'ordre le plus parfait dans la grande fraternisation qui se prépare.

— Le recensement des ateliers nationaux a donné pour résultat un effectif de 108 000 travailleurs. On n'a pas compris dans ce chiffre 6 à 7,000 ouvriers, qui avaient été embrigadés sur des attestations de commissaires de police sans avoir été inscrits aux mairies. Ainsi, le résultat du recensement paraît justifier l'effectif de 115,000 travailleurs que M. Emile Thomas avait annoncé au ministre de l'intérieur.

— Le régiment de dragons en garnison à Beauvais, le 18. et le 24^e d'infanterie légère, ont reçu l'ordre de se diriger sur la capitale.

— Paris est traité en ville ennemie prise d'assaut; on n'entend plus que tambours, on ne voit plus que bayonnettes; le tout sans doute pour organiser le travail. Quel triste anachronisme!

— On a déjà plusieurs fois réclamé contre l'inefficacité du décret qui abolit l'impôt sur la viande.

Evidemment, ce décret a été rendu dans l'intention d'améliorer le sort des travailleurs et des personnes malaisées, en amenant une diminution dans les prix de vente.

Il n'en est rien, le consommateur paie la viande aussi cher qu'auparavant, et la ville de Paris est privée d'un revenu de plus de 20 millions, dont les vendeurs seuls profitent.

Le Gérant, Emile BARRAULT.

PARIS. — Imprimerie de LAGOUR, rue St-Hyacinthe-St-Michel, 33.